

N° 2026-01
Domaine : 1.4

DECISION DU MAIRE

(Application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

LE MAIRE DE CARRY-LE-ROUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2122-21 et L. 2122-22 résultant des dispositions de la loi n° 96-142 du 21 Février 1996, relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2020-112 du 23 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Carry-le-Rouet a délégué, sans aucune réserve, à son Maire et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la convention de l'Association A.V.C.R de Carry le rouet relatif à quatre séances de voile, pour deux classes de CM2 de l'école Simone Thoulouze,

DECIDE

Article I : De signer une convention avec l'Association A.V.C.R. de Carry le Rouet, domiciliée 4, avenue Blanche Calvet, 13620 Carry le Rouet

Article II : La convention a pour objet l'organisation et l'animation de quatre séances de voile les 22,23, 25, et 26 juin 2026, pour deux classes de CM2, soit 63 élèves de l'école Simone Thoulouze, avec un encadrement quatre moniteurs et deux enseignants.

Article III : La dépense, qui s'élève à un montant de 6944 € T.T.C, est inscrite au budget principal de la Commune et sera réglée par mandat administratif.

Article IV : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article V : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil
13281 MARSEILLE CEDEX 6

- par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant notification de la décision de rejet exprès du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours.

Fait à Carry-le-Rouet, le 5 janvier 2026

Le Maire,
René-Francis Carpentier



A handwritten signature in black ink, appearing to read "RF", which stands for René-Francis Carpentier.